

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : QUEL AGENDA POUR LE SÉNÉGAL ?

ABOUBACAR SEDIKH BEYE, DIRECTEUR GENERAL DE L'ANSD «Le Sénégal est bien parti pour le respect des ODD»



Par

Mamadou GUEYE, Aliou KANDE, El Hadji Ibrahima THIAM (Textes)
Pape Seydi (Photos)

Les rideaux sont tombés sur la conférence internationale sur les ODD avec une note de satisfaction. Selon Aboubacar Sédikh Bèye, directeur général de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), la réussite des ODD au Sénégal sera le fruit d'un partenariat fécond entre les différents acteurs.

La conférence internationale sur les Objectifs de développement durable (Odd) dont la première journée était entièrement consacrée au Sénégal a permis de faire un état des lieux du suivi des ODD. Il y a eu des présentations sectorielles de la santé, de l'eau et de l'assainissement et de l'environnement. «Des présentations qui nous ont permis de voir le niveau de sensibilisation et de portage des ODD et surtout de constater que les sectoriels ont bien commencé à intégrer les ODD dans leurs actions, en définissant déjà des cibles et surtout en se lançant dans la collecte et la diffusion des données», lit-on dans la déclaration finale lors de la conférence de presse de clôture. Face à la presse, Aboubacar Sédikh Bèye a affirmé que les ODD sont alignés aux objectifs du Plan Sénégal émergent (Pse). Selon, M. Bèye, il en ressort également que depuis la phase de formulation de la politique nationale en 2012-2013, les Objectifs du Millénaire pour le développement (Omd) étaient en cours et l'intégration de cette dimension a facilité avec l'avènement des ODD, en 2015, la prise en compte de ces nouveaux objectifs dans la mise en œuvre du Pse.

Le directeur général de l'Ansd soutient que sa structure a mis l'accent sur les niveaux de collecte pour chaque objectif et les perspectives dans la collecte et la diffusion des données. Il a indiqué qu'en collaboration avec les partenaires, des plateformes sont en cours d'être développées pour une meilleure prise en compte de cette contrainte de disponibilité de données

pour un meilleur suivi des ODD. Le directeur général de l'Ansd est optimiste pour l'atteinte des ODD. «Le Sénégal est bien parti pour le respect des ODD avec une sensibilisation bien réussie des sectoriels avec des débuts de résolution des problèmes de collecte, de diffusion et de centralisation des données par l'Ansd», a-t-il affirmé. Aboubacar Sédikh Bèye est convaincu que seul le partenariat peut permettre la réussite des ODD au Sénégal. « Nous allons atteindre les ODD en travaillant avec l'ensemble des partenaires internes et externes. Tout le monde a un rôle à jouer », a déclaré M. Bèye, se félicitant du fait que le portage est déjà assuré au plus haut niveau décisionnel. Ainsi, cela permet à notre pays de résoudre le problème de leadership relevé par beaucoup d'intervenants à la rencontre.

Malgré tout, des défis restent à relever par rapport à l'harmonisation des cadres de suivi, le redimensionnement des acteurs et la coordination des interventions, la disponibilité des données, la mise en place des cadres de collecte et surtout la centralisation des statistiques pour voir le Sénégal parmi les pays producteurs de données transparentes (Opendata countries). Le Coordonnateur de la direction générale de la planification et des politiques économiques, Mayacine Camara est d'avis qu'il faut plus de synergie entre l'ensemble des acteurs en vue de l'alignement des ODD sur le Pse. « Si nous voulons y aller efficacement, nous devons régler la question liée aux données », a indiqué M. Camara.

DR SUWADU SAKHO-JIMBIRA, CHERCHEUR SENIOR À L'IPAR Elargir le partenariat pour réussir les ODD

Revenant sur les deux jours de discussions, Dr Suwadu Sakho Jimbira, chercheur senior à l'Initiative prospective agricole et rurale (Ipar), a salué l'organisation de cette conférence internationale qui, selon elle, a permis de mettre l'accent sur les défis à relever pour la réalisation des ODD. Elle a insisté sur l'importance du partenariat pour la réussite des ODD et s'est félicitée du partenariat réussi entre l'Ansd et l'Ipar qui a permis l'organisation de cette conférence internationale. Mme Jimbira souhaite que ce partenariat soit élargi à d'autres, affirmant que les organisations de la société civile ont un rôle à jouer dans ce partenariat. « Nous ne pourrions réussir les ODD sans une synergie d'actions », a-t-elle dit, lors de la conférence de presse de clôture des travaux. Dr Suwadu Sakho Jimbira a rappelé l'importance des institutions de recherche qui doivent éclairer les décideurs politiques dans la prise de décision. «Les institutions de recherche comme l'Ipar ont un rôle à jouer. Il s'agit d'informer les décideurs politiques, de tirer les leçons et d'essayer d'aller de l'avant», a déclaré la chercheuse senior à l'Ipar. Directrice exécutive du Partenariat mondial pour les données du Développement Durable, Claire Melamed, déclare



que les ODD constituent un objectif ambitieux. Elle soutient que la collaboration permettra d'atteindre les ODD en 2030. Elle juge important de s'assurer que les ODD s'intègrent dans les politiques nationales de développement. Il faut également, à son avis, s'assurer que les efforts des parties prenantes puissent converger pour l'atteinte de ces objectifs.



Une feuille de route en cohérence avec les politiques nationales

Les données statistiques doivent être en mesure de faciliter les prises de décisions et contribuer à l'atteinte des ODD. C'est autour de cette problématique que s'est tenue, les 12 et 13 octobre dernier, à Dakar, la Conférence internationale sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) qui avait pour thème : Quel agenda pour le Sénégal ?

Le 25 septembre 2015, après l'échéance des Objectifs du millénaire pour le Développement (Omd), l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait un ensemble d'objectifs de développement durable pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous dans le cadre d'un nouvel agenda de développement durable appelé Objectifs de développement durable (ODD). Au nombre de 17, chaque objectif a des cibles à atteindre pour les 15 prochaines années. Dans la foulée de l'adoption de ces ODD, le Partenariat mondial pour les données du Développement Durable (Global Partnership for sustainable development data, Gpsdd) a été lancé. Il s'agit d'un réseau de plus de 150 partenaires, du secteur privé, de la société civile, des représentants de gouvernement et d'organisations internationales, œuvrant à la construction d'un environnement favorable pour la production de données en soutien aux politiques de développement durable.

Le Sénégal fait partie des premiers pays africains ayant adhéré au Gpsdd en Septembre 2015, aux côtés du Kenya. L'un des objectifs du Gpsdd est d'appuyer les pays à développer et à mettre en œuvre une feuille de route, impliquant différentes parties prenantes, pour exploiter la révolution des données pour le Développement Durable. C'est dans ce sens que l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (Ansd), en collaboration avec l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (Ipar) et la Direction Générale de la Planification et des Politiques Économiques (Dgpe), a organisé, du 12 au 13 octobre dernier, une conférence internationale sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) avec comme thème : quel agenda pour le Sénégal ?

Ces feuilles de route sont définies à partir des priorités nationales, en cohérence avec les politiques nationales de développement. Avant le Sénégal, des pays membres du Gpsdd comme la Colombie, la Sierra Leone, la Tanzanie et le Kenya ont eu à organiser des rencontres de ce genre. Leurs objectifs étaient d'avoir une meilleure compréhension des défis et opportunités pour la mise en œuvre des ODD en lien avec les données, de partager les expériences et leçons tirées d'autres pays pour appuyer le Sénégal dans ses efforts de mise en œuvre et de suivi des ODD, de développer des partenariats pour stimuler l'innovation dans la production et l'utilisation des données, de promouvoir l'intégration des ODD dans les politiques nationales de développement et montrer l'importance des données dans la prise de décision.

La finalité est de faire en sorte que le Sénégal dispose d'un « bon agenda qui lui permettra, dans les 15 années à venir, d'atteindre tous les ODD mais une bonne partie afin d'avoir avec l'aide des différents partenaires, des résultats satisfaisants d'ici à 2030 », a confié Aboubacar Sédikh Bèye, le Directeur général de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd). Il a ajouté que l'Ansd souhaite que toutes les prises de décision des autorités qu'elles soient gouvernementales, du secteur privé, de la société civile ou du monde de l'entreprise, soient fondées sur des chiffres, c'est-à-dire les statistiques produites par cette structure ou les chiffres produits par le secteur privé et les Ong. Cette rencontre a réuni des experts du gouvernement, des organisations sous-régionales et internationales, des organisations de la société civile, de la recherche et du secteur privé.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : QUEL AGENDA POUR LE SÉNÉGAL ?

MOUBARACK LO, CONSEILLER SPECIAL DU PREMIER MINISTRE

« Le gouvernement va renseigner les ODD secteur par secteur »



L'atteinte des Objectifs de développement durable passe par l'existence et la disponibilité de données susceptibles d'éclairer les dirigeants. Ce qui suppose un travail de renseignement de tous les secteurs.

Ouvrant les travaux de la conférence internationale sur le thème : « Les Objectifs de Développement Durable (ODD) : quel agenda pour le Sénégal ? », Moubarack Lô, conseiller spécial du Premier ministre a indiqué que le gouvernement du Sénégal s'est inscrit dans une logique de renseignement secteur par secteur des Objectifs de développement durable, plus d'un an après leur lancement. « Nous allons engager un travail rigoureux de renseignement des ODD secteur par secteur. Pour ce faire, il nous faut une large coalition nationale », a dit M. Lô. Ce travail de renseignement des ODD est le premier défi du Sénégal, a ajouté M. Lô, précisant que le deuxième défi concerne l'alignement de ces objectifs au Plan Sénégal Emergent (Pse), et le troisième porte sur leur mise en œuvre. La conférence de deux jours était organisée par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), en partenariat

avec la Direction générale de la planification et des politiques économiques (DGPPE) et l'Initiative prospective agricole et rurale (IPAR). Dans ce travail, l'IPAR, un organisme de recherche multisectorielle, selon Dr Taïb Diouf, vice-président de son Conseil d'administration, va aider le Sénégal en mettant à sa disposition toute son équipe de chercheurs.

Les Objectifs de développement durable sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité.

Ces 17 Objectifs s'appuient sur les succès des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en y intégrant de nouvelles préoccupations telles que le changement climatique, la paix et la justice.

Les ODD visent à faire les bons choix pour améliorer, de manière durable, le sort des générations futures. Ils proposent à chaque

pays une marche à suivre et des cibles claires, en accord avec ses priorités et les défis écologiques globaux.

Pour ce faire, une prise de décision éclairée est nécessaire comme le souhaite le directeur général de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie. « Nous voulons que toutes les prises de décision des autorités, qu'elles soient autorités gouvernementales, du secteur privé, de la société civile ou du monde de l'entreprise... soient fondées sur des chiffres, c'est-à-dire les statistiques produites par l'ANSD, ou alors les chiffres produits par le secteur privé et les ONG », a indiqué Ababacar Sédikh Bèye.

Lors de cette conférence de Dakar, les participants ont partagé les expériences et les leçons tirées par d'autres pays pour appuyer le Sénégal dans ses efforts de mise en œuvre et de suivi des Objectifs de Développement Durable (ODD). La rencontre a également permis de réfléchir sur les activités à développer avec les partenaires pour faire face à ces défis. Les participants ont insisté sur l'importance de s'appuyer sur des données bien renseignées avant toute prise de décision.



FATOU DIANE GUEYE, CONSEILLER TECHNIQUE DU DGPPE

« Les cibles ODD sont prises en compte dans la sélection et la mise en œuvre des projets »

Fatou Diané Guèye, fait le point sur le processus de l'intégration des ODD dans le Plan Sénégal émergent (Pse). Elle soutient que ces objectifs ont été articulés avec ceux des politiques nationales de développement.

La première journée de cette rencontre internationale a été entièrement consacrée au Sénégal. Qu'est-ce qu'on peut en retenir ?

Effectivement. Lors de la première journée, nous avons eu des présentations importantes sur la situation du suivi des Objectifs de développement durable (ODD) et surtout sur l'adéquation entre les ODD et les politiques nationales du Sénégal. A cet effet, les ministères sectoriels de la santé, de l'eau et de l'assainissement, et de l'environnement ont indiqué les dimensions des ODD pris en compte dans leurs priorités, mais surtout ils ont montré comment ils ont pu articuler ces objectifs avec ceux de nos politiques nationales. On peut donc dire que cette première journée a été l'occasion de faire l'état des lieux sur les dispositifs sectoriels de suivi des ODD et leur adéquation avec les politiques nationales. Ce fut une journée riche en informations en termes de données et de méthodologies, et en enseignements. Nous avons ainsi eu à souligner toutes les contraintes en matière de disponibilité de données statistiques qui pèsent sur le Sénégal et qu'il faut lever pour assurer le suivi des ODD.

Quelles sont ces contraintes ?

Il y a une multiplicité d'acteurs au Sénégal. Cependant, le système d'information de nombre de secteurs reste incomplet pour le suivi des ODD qui nécessite des données fiables et produites à temps. Cette question des données est la première contrainte à lever. En effet,

comme dans tout processus de suivi, il faut, pour les ODD, avoir une situation de référence et celle-ci ne peut se faire sans les données. Par conséquent, sans ces données on ne pourra pas suivre et évaluer l'état de mise en œuvre des ODD. Il faudra donc avoir des données sur toute la période de mise en œuvre des ODD. Ainsi, on pourra savoir à chaque moment où en est le Sénégal par rapport aux ODD, et dire à la fin si on a atteint ou non les ODD.

Qu'est-ce que le Sénégal a fait depuis l'adoption des ODD en septembre 2015 pour lever ces contraintes ?

La présentation du Directeur général de l'ANSD a montré ce qui a été fait pour faire face à cette contrainte des données. C'est un problème qu'il faut régler dès maintenant pour ne pas encore accumuler de contraintes dans le temps. Dans cette perspective, l'ANSD est entrain de mettre en place des plateformes ouvertes de données avec l'appui de la Banque africaine de développement (Bad), avec Paris 21, et a développé des collaborations avec des structures internationales qui l'accompagnent, aujourd'hui, dans le suivi harmonisé des indicateurs relatifs aux ODD. Elle est en relation avec beaucoup d'institutions internationales pour la collecte, le traitement des données nécessaire pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques, et surtout leur diffusion.

Le Nigéria, le Kenya et la Côte d'Ivoire ont



intégré les objectifs des ODD dans leur programme politique de développement après leur adoption. Quant au Sénégal, le Pse a été élaboré bien avant l'adoption de ces ODD. Cela ne risque-t-il pas de réduire les chances du Sénégal d'atteindre les ODD ?

Il est vrai que ces trois pays (le Nigéria, le Kenya et la Côte d'Ivoire) ont eu la chance de formuler leur cadre de référence en matière de politique de développement après l'adoption des ODD. Le Sénégal lui, l'a fait deux ans auparavant. Ce qui peut laisser croire qu'on a raté une phase, c'est-à-dire la prise en compte des ODD dans la formulation. Mais, en réalité, ce n'est pas le cas, si on considère que le Sénégal a fortement contribué aux consultations sur l'agenda post-OMD, ce qui lui a permis, de manière anticipée, de prendre en compte les

ODD, notamment ceux relatifs aux OMD, dans la formulation du Plan Sénégal émergent. Actuellement, le Sénégal est en phase de renforcer l'intégration des nouveaux objectifs. Bref, l'intégration des ODD est en cours.

Et cette intégration des ODD dans le Pse se déroule-t-elle convenablement et au rythme souhaité ?

Dans la sélection et la mise en œuvre des projets, on a comme ligne de mire les cibles des ODD. Aujourd'hui, il y a une obligation de mettre ces cibles dans nos politiques nationales. C'est un aspect de cette intégration. L'autre aspect, c'est que l'agenda du Pse auquel est déjà arrimé celui des partenaires techniques et financiers, va prendre comme points de repère les ODD.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : QUEL AGENDA POUR LE SÉNÉGAL ?

ATTEINTE DES ODD

Consensus sur la nécessité d'un large partenariat

L'atteinte des 17 Objectifs dans les 15 prochaines années ou du moins une bonne partie d'entre eux passe par un large partenariat entre les acteurs impliqués dans ce processus. C'est la conviction du directeur général de l'Ansd. Un sentiment partagé par tous les participants à la conférence internationale sur l'atteinte des Objectifs de Développement durable.

Pari réussi pour l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd) qui a organisé les 12 et 13 octobre la conférence internationale sur l'atteinte des Objectifs de Développement durable : Quel agenda pour le Sénégal ? Tous les participants ont convenu de la nécessité d'un partenariat entre les acteurs impliqués dans l'atteinte de ces objectifs de développement durable comme le souhaitait Aboubacar Sédikh Bèye, le Directeur général de l'Ansd. « Dans l'optique de l'atteinte des objectifs de développement durable, il faudra un processus participatif et inclusif. Cela implique la participation de tous les segments de la société (société civile, secteur privé, ONG, autorités...) en plus de l'ANSD pour mener à bien la bataille du développement durable », déclarait-il.

M. Bèye explique d'ailleurs le partenariat

entre la DGPPE qui est responsable de la mise en œuvre des politiques économiques et sociales, l'ANSD qui produit les chiffres et les indicateurs de suivi, et l'IPAR qui représente la société civile et qui fait un excellent travail dans le cadre de la prospective agricole et rurale. Cette structure est partie prenante de ce partenariat mondial sur les données pour un développement durable.

Le directeur général de l'Ansd veut un partenariat le plus large possible. « Nous allons atteindre les ODD avec tous les acteurs de développement », estime Aboubacar Sédikh Bèye.

Outre la nécessité d'un partenariat, la conférence internationale visait aussi trois objectifs. Il s'agit de mettre en place un bon agenda qui permettra au Sénégal, dans les 15 années à



venir, d'atteindre non pas tous les Odd, mais une bonne partie afin d'avoir avec l'aide des différents partenaires des résultats satisfaisants d'ici 2030 ; d'influencer la prise en compte des Odd dans les politiques de développement économique et sociale, en intégrant ces objectifs de développement durable dans la vision straté-

gique qui consiste à faire émerger le pays d'ici 2035 ; et enfin, de plaider pour l'utilisation des statistiques, des données scientifiques et fiables dans les prises de décision. Ainsi, grâce à la coalition qui sera mise en place, le développement pourra se faire à partir du chiffre.

SESSION 4 : FEUILLES DE ROUTE POUR LES DONNEES DU DEVELOPPEMENT DURABLE

« Une feuille de route doit être modulable »

Dans cette session, Aditya Agrawal du Partenariat mondial pour les données du Développement durable est revenu sur la procédure à suivre pour une feuille de route de données et a présenté la boîte à outils des Data4SDGs (Données pour les ODD)

M. Aditya Agrawal a salué le niveau des discussions de cet atelier qu'il juge « extraordinaire ». Cependant, il a relevé qu'en matière de données, il y a encore quelques défis à

relever. « Pour atteindre les Odd, non seulement les données doivent être disponibles, mieux elles doivent être dynamiques et utilisées de manière efficace », a-t-il affirmé. Pour

ce faire, Aditya Agrawal préconise des recensements fiables. Cela permet, dit-il, d'avoir des données désagrégées, d'autonomiser les décisions, de disposer des résultats plus probants et d'offrir des services adéquats.

Dans cette démarche, il a rappelé la nécessité d'utiliser également les données des entités privées et les données mobiles. Selon lui, la feuille de route est une base permettant de comprendre les demandes du pays. De ce

point de vue, Aditya Agrawal a indiqué que le processus d'élaboration doit se faire au niveau national et infranational à travers une approche multidirectionnelle. « C'est un plan d'actions avec des objectifs, un chronogramme qui nécessite de faire l'état des lieux », a-t-il dit. Toutefois, il a souligné qu'une feuille de route ne doit pas être figée. « Elle doit être modulable et adaptable et en phase avec les réalités locales », a-t-il soutenu.

SESSION 5 : PROCESSUS D'INTEGRATION DES ODD DANS LES POLITIQUES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT

Le Kenya, le Nigéria et la Côte d'Ivoire partagent leur expérience

Dans cette session, les représentants du Kenya, du Nigéria et de la Côte d'Ivoire ont partagé l'expérience de leurs pays respectifs en matière d'intégration des Odd dans les politiques nationales

Au Kenya, la feuille de route de données pour le développement durable est mise en œuvre depuis au moins un an. Selon Philip Thigo, du Bureau du Vice-président, elle est l'œuvre d'une action multi partenaires avec un accent particulier sur les données. « Il fallait tirer profit de la révolution des données et non créer un nouveau système de collecte de données », a-t-il dit. Ainsi, le Kenya a opté pour un système fortement décentralisé. « Nous sommes partis d'une question de base : comment tirer profit des données ? Nous avons utilisé les écosystèmes des différents partenaires », a-t-il souligné. Avoir des capacités humaines, changer les attitudes, renforcer les capacités des ressources humaines, engager le privé, accroître l'innovation, élargir l'engagement, ont été les autres éléments ayant contribué à l'élaboration de cette feuille de route. « Sur cette base, il a été mis en place un cadre politique, la loi sur les statistiques a été réactualisée et nous nous sommes engagés à mettre en place un modèle de pérennisation », a-t-il ajouté. Ensuite, une cartographie a

été dressée qui se fonde sur quatre piliers : l'éducation, l'eau, l'agriculture et la santé. « Le gouvernement et la société civile travaillent de concert au sein d'un groupe inter-agence et à travers un processus consultatif. Nous avons essayé de briser les différents compartiments pour utiliser les données », a fait savoir M. Thigo.

Au Nigéria, l'élaboration de la feuille de route s'est beaucoup inspirée des leçons tirées de la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement (Omd). Le Dr Chukwuka Onyekwena, Directeur exécutif Csea a rappelé que la mise en œuvre des Omd au Nigéria n'avait réellement commencé que cinq ans après leur adoption, c'est-à-dire en 2005, après l'allègement de la dette. « Nous avons eu des résultats mitigés avec les Omd. Pour ne pas commettre les mêmes erreurs avec les Odd et rater la transition, nous avons mis en place un document de stratégie, le but étant de renforcer la vision. Une vision inclusive qui s'appuie sur les populations et les leçons tirées de l'Omd. Cela permet de passer à l'échelle », a-t-il expli-

qué. La mise en œuvre de cette feuille de route est assurée par trois institutions : le Conseil spécial, le Comité présidentiel et le Conseil national. Pour son exécution, le Nigéria dispose d'une subvention alignée sur les Odd. Et la société civile joue un rôle important. Cette transition des Omd aux Odd est séquencée, selon le Dr Onyekwena et entend passer à l'échelle en impliquant tous les Nigériens d'ici 2025. « Il faut tenir compte de tous les problèmes, renforcer le lien entre le Bureau de conseil et le bureau de planification, élaborer une loi sur les Omd, renforcer la collaboration entre les différents niveaux de gouvernance », a-t-il préconisé. Comme dans les autres pays, le Nigéria est confronté à un manque de données administratives, à un manque d'articulation entre les systèmes nationaux et les données des Odd. Le défi, c'est de tout articuler, a indiqué le Dr Onyekwena. « On ne peut pas avoir des systèmes qui ne fonctionnent pas de la même manière », a-t-il martelé.

En Côte d'Ivoire, le processus d'intégration des Odd dans la politique de développement du pays a été entamé dès le lendemain de l'adoption des Odd, en septembre 2015. Auparavant, explique Mme Bineta Fofana, Responsable de la Cellule Genre et Développement du Centre Ivoir-

rien de Recherches Economiques et Sociales (Cires), son pays avait organisé des consultations régionales et nationales d'état des lieux des Omd. Des leçons y ont été tirées et ont permis d'alimenter le document stratégique basé sur cinq axes stratégiques : renforcement des institutions et de la qualité de la gouvernance ; Accélération du développement du capital humain et promotion du bien-être social ; Développement des infrastructures harmonieusement réparties sur le territoire national ; Renforcement de l'intégration régionale et de la coopération internationale et Accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation. « L'Etat, les parlementaires et les collectivités locales se sont appropriés les Odd et chaque acteur a un rôle bien déterminé à jouer pour leur atteinte », a-t-elle dit. Ainsi, l'Etat a créé la Haute autorité de la bonne gouvernance, un système de gestion des fonctionnaires etc. « Nous sommes sur la bonne voie, nous avons eu la chance d'intégrer les Odd dans notre programme de développement après leur adoption contrairement au Sénégal qui a été obligé de les intégrer plus tard dans le Plan Sénégal émergent qui a été élaboré bien avant l'adoption des Odd », a souligné Bineta Fofana.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : QUEL AGENDA POUR LE SÉNÉGAL ?

SUIVI DES ODD

Une technologie innovante mise au point pour appuyer les gouvernements

Ousseynou Ngom, de Development Gateway, a présenté les innovations technologiques pour le suivi des Objectifs de développement durable (Odd) et des plans nationaux de développement. Il s'agit d'un outil qui permet d'appuyer les gouvernements, les partenaires techniques et financiers et le public.

Les gouvernements, les partenaires techniques et financiers et le public peuvent avoir un suivi dans la réalisation des Objectifs de développement durable (Odd) grâce à une initiative de Development Gateway. Cette structure a mis au point une technologie innovante qui a été présentée au deuxième jour de la conférence internationale sur les Odd.

«L'outil de suivi des Odd permet aux gouvernements, aux partenaires techniques et financiers et au public de suivre les progrès nationaux et infranationaux vers l'atteinte des objectifs de développement en 2030 », a expliqué Ousseynou Ngom. Léger et personnalisable, l'outil transforme divers ensembles de données en visualisation interactive permettant aux utilisateurs d'afficher les données par objectif, par indicateur et par cible. Selon M. Ngom, Development Gateway travaille actuellement sur un projet de conception de tableaux de bord pour le suivi des performances sectorielles en Tanzanie pour le compte de la Banque mondiale. Ce

projet comprend une suite innovante de tableaux de bord permettant aux utilisateurs d'interagir avec les données dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'eau. Pour une meilleure efficacité, poursuit-il, ces tableaux de bord sont accompagnés d'un plan de gestion des données, d'une stratégie de communication et de pérennisation. Ils sont destinés à stimuler le dialogue entre les citoyens et la société civile sur le développement du pays. Il a précisé que les mêmes approches et technologies pour le suivi des Odd et des performances sectorielles peuvent être mobilisées pour le suivi-évaluation des plans nationaux de développement tel que le Plan Sénégal émergent (Pse).

Development Gateway appuie le Sénégal dans le cadre du Programme de gestion de l'aide. Ce programme de gestion permet au gouvernement et ses partenaires techniques et financiers de collecter, analyser et faire le suivi des informations sur les projets de développement dans le but d'accroître l'efficacité de l'aide. Dans ce



cadre, Development Gateway a mis au point une plateforme de gestion des financements extérieurs du Sénégal. Logée au ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, cette plateforme permet de gérer l'aide internationale et les projets d'investissement, de mieux planifier l'allocation des ressources en améliorant la coordination avec les partenaires techniques et financiers. Development Gateway est une orga-

nisation à but non lucratif qui travaille à la croisée de la technologie et du développement avec plus de 15 ans d'expertise dans la création de technologies et l'utilisation de l'information pour éclairer les prises de décision. «Nous créons ensemble des solutions technologiques avec nos partenaires. Nous développons leurs aptitudes à transformer les données en résultats durables », a confié Ousseynou Ngom.

CLAIRE MELAMED

« Il y a une prise de conscience sur la nécessité de partager les expériences »

Depuis sa prise de fonction en juillet 2016, la Directrice exécutive du Partenariat mondial pour les données de suivi du Développement Durable (Global Partnership for sustainable development data, GPSDD), Claire Melamed a participé, à Dakar, à sa première rencontre internationale. Elle évoque les enjeux et l'importance des données statistiques pour l'atteinte des Odd



Après la Colombie, la Sierra Leone, la Tanzanie et le Kenya, le Sénégal accueille cet atelier sur les données relatif aux Objectifs de développement durable. Qu'est-ce qui explique ce choix ?

Cette conférence a été organisée sur la demande du gouvernement du Sénégal qui est en train de mener ce processus de renforcement des données sur les Objectifs de développement durable (Odd). Il se trouve que l'Ansd est très impliquée dans le Partenariat mondial pour les données du Développement durable. C'est un collaborateur dynamique dans cet effort pour renforcer la qualité des données sur les Odd.

Quel est l'importance de l'utilisation des données pour l'atteinte des Odd ?

Dans le processus intergouvernemental de formulation des Odd, il a été constaté qu'il y aura un besoin d'utilisation des données pour suivre la mise en œuvre

et pour assurer l'atteinte de ces Odd. Au fil du temps, les gouvernements, les sociétés civiles et les acteurs du secteur privé ont des demandes croissantes en données qui n'étaient pas disponibles ou étaient peu fiables. Donc, nous avons une convergence entre le renforcement de la demande et le renforcement de l'offre en matière de données ; c'est ce qu'on appelle la révolution des données. C'est ce qui est à la base de la mise en place du Partenariat mondial pour les données du Développement durable, dans la foulée de l'adoption des Odd. Ce partenariat est une étape dans un processus qui avait commencé depuis 2014. Face aux demandes croissantes de données, des acteurs du système des Nations Unies, du secteur privé et des gouvernements, des Ong avaient manifesté le besoin de se mettre ensemble pour pouvoir échanger sur cette problématique.

Quels sont les plus grands défis que les pays membres doivent relever en matière de révolution de données ?

Cet atelier est le premier auquel je participe depuis que j'occupe mes nouvelles fonctions. Mais je constate qu'il y a une très grande demande et une prise de conscience au niveau des pays sur la nécessité de partager les expériences, de travailler ensemble et de relever les défis ensemble dans le contexte du processus de développement de la feuille de route pour le renforcement des systèmes des données dans les différents pays.

